



International Coffee Organization
Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

ICC 96-3

16 août 2006
Original : anglais

F

Projets/Fonds commun

Conseil international du Café
Quatre-vingt-seizième session
25 – 29 septembre 2006
Londres, Angleterre

**Potentiel de diversification dans
les pays exportateurs de café**

Résumé analytique

Contexte

1. Le présent document contient la version finale du résumé analytique du Volume I (Orientations à l'intention des décideurs) de l'étude sur le potentiel de diversification dans les pays exportateurs de café, et les conclusions des monographies sur le Honduras, le Nicaragua, l'Inde, le Malawi, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe figurant dans le Volume II (Monographies de pays). Ces documents ont été soumis par l'Agence d'exécution de projet, le *Natural Resources Institute*.

2. Un cédérom contenant le texte intégral des deux volumes sera distribué à la 96^e session du Conseil international du Café qui se tiendra du 25 au 29 septembre 2006.

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à prendre note de ce rapport.

VOLUME I

ORIENTATIONS À L'INTENTION DES DÉCIDEURS

Résumé analytique

Le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) et l'Organisation internationale du Café (OIC) ont retenu la diversification dans les pays producteurs de café comme domaine d'action important dans le contexte de la faiblesse persistante des prix du café et de la "crise du café". La crise actuelle affecte gravement plusieurs millions de petits caféiculteurs, leurs familles et leurs communautés dans de nombreux pays producteurs en développement ainsi que des travailleurs et des acteurs de la chaîne du café.

L'objectif global de la présente étude est d'explorer les possibilités d'exécution de programmes pratiques de diversification dans le cadre de la lutte contre la pauvreté dans les régions caféicoles et de faciliter l'augmentation des revenus ruraux, compte tenu des contraintes propres à chaque pays sélectionné.

Le présent rapport a donc pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des facteurs qui facilitent une diversification réussie, notamment les "protections" nécessaires. Nous avons étudié les documents disponibles et les expériences engagées à ce jour en matière de diversification en fonction de la situation spécifique des caféiculteurs et nous proposons des orientations à l'intention des décideurs pour définir et élaborer des initiatives de diversification dans des pays producteurs de café.

Le rapport suit la structure ci-après : dans l'introduction, nous expliquons ce que nous entendons par diversification et fixons les objectifs et le cadre de l'étude. Dans le chapitre 2 nous définissons les facteurs qui poussent les caféiculteurs et d'autres acteurs de la chaîne à envisager d'autres options de revenus que le café ainsi que les facteurs "d'attraction", c'est-à-dire les options éventuellement adoptées par les caféiculteurs, les négociants et les transformateurs. Le chapitre 3 concerne les caractéristiques des caféiculteurs et autres acteurs de la chaîne du café dans les pays exportateurs. Dans le chapitre 4, nous analysons dans le détail les options de diversification, verticale et horizontale, des producteurs de café. Le chapitre 5 concerne les conditions nécessaires à une diversification réussie des caféiculteurs. Le chapitre 6 explique le processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles en tant que cadre d'action. Dans le chapitre 7, nous formulons des recommandations pour l'avenir, sur la base de notre propre expérience et des réactions des participants à un atelier qui s'est tenu à l'Organisation internationale du Café. Le rapport principal comprend sept appendices. La première contient une liste des personnes contactées pendant l'étude. L'appendice 2 contient des détails sur les options relatives à des cafés différenciés. L'appendice 3 définit le développement économique local, le développement économique et commercial rural et les stratégies territoriales du développement commercial

rural. L'appendice 5 définit plusieurs mesures récentes d'atténuation des risques en matière de financement rural. L'appendice 6 contient des détails sur l'atelier qui s'est tenu à l'Organisation internationale du Café le 24 mai pour présenter et examiner le projet de rapport et les monographies. L'appendice 7 contient l'exposé sur diapositives présenté à l'atelier.

Le matériel de la présente étude a été recueilli au moyen d'enquêtes bibliographiques, de monographies (sur la base d'entrevues avec des informateurs clés, d'analyses de littérature grise et publiée et de données disponibles) et de discussions avec des acteurs pertinents du négoce. Le rapport a été rédigé par NRI en collaboration avec les partenaires de projet du FCPB pour les monographies. Les pays faisant l'objet des monographies ont été définis par le FCPB, à savoir le Honduras, l'Inde, le Malawi, le Nicaragua, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe. Les monographies complètes figurent dans le Volume 2. Le NRI a élaboré un cadre pour les monographies qui ont été rédigées par les partenaires du FCPB, avec des apports du NRI.

Le cadre de référence de l'étude a été arrêté en juillet 2005. Nous avons entamé une enquête bibliographique sur la diversification dans le secteur du café et les secteurs connexes en août 2005 qui nous a permis d'élaborer un projet de cadre pour les monographies, qui a été communiqué aux collaborateurs en septembre 2005. Les projets de monographies ont été terminés au début de 2006 et ont été examinés et révisés au printemps de 2006. Entre-temps, le matériel de l'enquête bibliographique et des monographies a été analysé et le rapport principal a été rédigé, suscitant l'élaboration du cadre d'action de la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles.

La diversification est une question à facettes multiples qui nécessite une approche multidimensionnelle. Il s'agit d'un processus à long terme qui nécessite des changements au niveau de l'exploitation et des entreprises, avec l'appui de prestataires de services des secteurs privé et public et un environnement politique propice. Nous examinons donc la diversification à partir de points de vue différents : de l'exploitation familiale aux décideurs nationaux. D'une manière générale, le présent rapport examine la diversification selon deux voies ouvertes aux producteurs :

1. Les mesures qui visent à capter une proportion plus grande de la chaîne de valeur (c'est-à-dire à élever le producteur dans la chaîne de valeur) et que nous appellerons la *diversification verticale*, et
2. Les investissements dans d'autres cultures ou produits, notamment des produits non agricoles et que nous appellerons la *diversification horizontale*.

Nous définissons les facteurs qui poussent les caféiculteurs et d'autres acteurs clés de la chaîne à envisager d'autres options de revenus que le café. La nature du marché du café (particulièrement l'excédent de l'offre et les pressions à la baisse des prix qui en résultent, la

plus grande volatilité des prix et la régression des conditions commerciales) et l'environnement économique général signifient que les exploitants tirent un mauvais rendement de la production du café en raison de la captation d'une plus grande proportion de la valorisation du café en dehors du pays producteur et de modifications techniques dans la dynamique de l'approvisionnement qui font perdre leur compétitivité à de nombreux producteurs. Ces caractéristiques et ces changements du marché du café ont une incidence sur les producteurs, particulièrement les petits producteurs, et les poussent à se diversifier. En outre, les types de café demandés sur le marché ne sont plus les mêmes. Il existe toutefois des possibilités qui peuvent être saisies par les exploitants, les négociants et les transformateurs dans d'autres secteurs agricoles et en dehors de l'agriculture dans l'économie rurale non agricole et au-delà. Au niveau microéconomique, nous évaluons la façon dont les exploitants ont diversifiés leurs revenus pour réduire au minimum les risques liés à la dépendance à l'égard d'une culture unique comme le café et pour capter les bénéfices d'une valorisation de la culture ou de l'investissement dans d'autres possibilités.

Il existe un vaste éventail de possibilités de diversification, tant verticale qu'horizontale, qui ont des incidences diverses sur les ressources. Les options de diversification verticale sont notamment l'efficacité agronomique et post-récolte dans les exploitations, l'amélioration des établissements de commercialisation, l'organisation pour la transformation du produit et la commercialisation d'un produit différencié. La viabilité des options de diversification verticale dépend des possibilités d'amélioration de la compétitivité et de la capacité de production et de commercialisation d'un produit de qualité. Un café différencié, par exemple, ne répond pas aux besoins de tous les exploitants. Les options de diversification horizontale peuvent être présentées en termes de marchés agricoles nouveaux à valeur élevée (particulièrement l'horticulture, mais également les épices et les noix de toutes sortes) et les options non agricoles en matière d'économie rurale non agricole. Le développement de l'économie rurale non agricole dans les pays en développement est un sujet très vaste. Un défi de taille que les décideurs doivent relever concerne l'établissement de priorités. Les principes qui régissent les interventions dans l'économie rurale non agricole comprennent notamment :

- Priorités des activités ciblant les marchés attractifs
- Appui aux producteurs pour qu'ils répondent aux besoins du marché
- Amélioration de l'accès au marché
- Chaque fois que cela est faisable et pertinent, promouvoir le développement d'associations et de coopératives de producteurs ayant des intérêts communs
- Mise en place de coalitions institutionnelles souples et novatrices
- Adoption d'une stratégie visant les sous-secteurs
- Élaboration de stratégies de durabilité complètes

Les méthodes de diversification verticale et horizontale ne sont pas incompatibles dans la mesure où les caféiculteurs peuvent adopter une stratégie diversifiée associant une amélioration de la compétitivité dans le cadre du café et l'introduction d'autres activités.

Toutefois, tous les caféiculteurs peuvent-ils saisir ces nouvelles possibilités ? L'emplacement et le patrimoine des exploitations peuvent limiter les capacités des caféiculteurs à participer à ces nouveaux marchés. Alors que la plupart des exploitants sont confrontés à une faiblesse persistante des prix du café, tous ne sont pas égaux dans leur capacité à faire face aux conditions défavorables du marché du café ou à adopter d'autres moyens de subsistance. Certains exploitants, particulièrement des gros caféiculteurs, peuvent produire un large éventail de cultures commerciales et avoir accès à d'autres sources de revenus alors que les petits exploitants peuvent être tributaires du café pour leurs revenus et cultiver d'autres produits uniquement pour leur consommation. Toutefois, la façon dont la production de café s'intègre dans les moyens de subsistance varie d'un pays et d'une zone à l'autre, l'accès au marché des produits de base agricoles périssables n'étant qu'une variable.

Il existe de grandes variations dans la capacité des caféiculteurs à se diversifier. Souvent, les options sont peu nombreuses et n'offrent de possibilités qu'à un nombre limité de personnes. Des problèmes existent également au niveau de l'environnement politique et de la vitalité, ou non, de l'économie locale et des marchés internationaux. En outre, il est possible que les caféiculteurs n'aient pas les compétences ou les ressources nécessaires pour exploiter d'autres possibilités, ou qu'ils ne puissent pas avoir accès aux marchés nouveaux en raison de leur éloignement ou des conditions de terrain, même s'ils sont en mesure de produire les cultures. En fait, le secteur du café se caractérise souvent par une faible mobilité, et les services de commercialisation et d'appui peuvent être un maillon faible.

Pour que des possibilités de diversification soient adoptées viablement, plusieurs facteurs doivent être en place. Il est important qu'il existe un bon équilibre entre la coordination par le secteur public, la participation du secteur privé et un cadre institutionnel d'appui. Il faut une orientation sur le marché, des techniques et des compétences appropriées, des systèmes d'appui et des actions collectives. L'environnement politique et réglementaire doit favoriser le commerce. La littérature récente donne des principes utiles qui devraient guider les mesures de diversification mais, en dehors de l'Amérique centrale, il existe peu d'exemples qui se rapportent spécifiquement au secteur du café et pratiquement aucun qui fournisse un cadre unificateur pour les mesures à prendre. Nous nous tournons donc vers la nouvelle littérature en évolution sur le développement économique local afin d'obtenir une image des différents besoins. Un cadre de développement économique local permet d'établir un lien conceptuel entre le niveau familial/communautaire et le niveau régional et national et de comprendre les facteurs déterminants du marché du café et celui d'autres cultures ou activités économiques.

Sur la base de notre examen des expériences de diversification, de nos enquêtes bibliographiques, d'analyses spatiales plus générales et de stratégies de développement économique local, nous avons élaboré le processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles en tant que cadre d'action. Au moyen de cette stratégie nous visons à fournir des orientations spécifiques à l'intention des décideurs sur les étapes qu'ils peuvent suivre, en collaboration avec les parties prenantes pertinentes de la chaîne du marché et du secteur privé, et à proposer des outils dont ils peuvent se servir aux diverses étapes du processus décisionnel concernant la diversification.

Le processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles est conçu pour fonctionner au niveau de la zone de façon que les initiatives de diversification soient axées sur la demande de bas en haut, à savoir en partant du groupe d'exploitants ou du groupe commercial. Un groupe multipartite conduit le processus sous la supervision et la coordination d'un chef de file du secteur public. Ce chef de file sera essentiel pour assurer la coordination entre les parties prenantes, particulièrement au sein du gouvernement. La participation du secteur privé est essentielle de même qu'une stratégie axée sur le marché faisant appel à des ressources d'un fonds de défi. Il est important toutefois que l'État garde un rôle de supervision et coordonne les actions des acteurs, particulièrement à long terme.

Les principales étapes du processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles sont :

1. Identification du chef de file du secteur public
2. Constitution au niveau national du groupe pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
3. Création d'un fonds de défi pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
4. Création au niveau de la zone d'un groupe pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
5. Définition au niveau de la zone des objectifs du fonds de défi pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
6. Lancement au niveau de la zone du processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
 - a. Évaluation initiale
 - b. Recensement des possibilités du marché par le groupe de zone
 - c. Analyse participative de la chaîne de valeur par des groupes spéciaux
 - d. Demandes au fonds de défi pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles
7. Décision sur l'affectation du fonds de défi pour la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles, par le groupe de zone
8. Examen du processus et remontée de l'information vers le groupe national

9. Autre cycle de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles dans la même zone ou dans une autre zone.

Les caractéristiques clés de la diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles sont sa capacité à faciliter la coordination entre les diverses parties prenantes, au niveau national et au niveau des zones, et à fournir des points d'entrée pour des mesures gouvernementales et la participation d'autres parties prenantes. La diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles a pour objectif de fonctionner au niveau de la zone et d'être régie par la demande ascendante, c'est-à-dire en partant du groupe ou de l'association d'exploitants. La zone sélectionnée peut varier selon les pays voire à l'intérieur d'un même pays, en fonction de l'emplacement de la production de café et des besoins locaux.

La diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles suppose qu'une capacité institutionnelle appropriée permettant de faciliter le processus de changement peut être mise en place. Le développement institutionnel est nécessaire pour coordonner les ressources, gérer l'évolution des marchés effectifs et développer des structures d'appui. La diversification ne doit pas être considérée comme une activité saisonnière ; il s'agit d'un processus à long terme qui est lié positivement au processus de développement. Si l'on approche la diversification de façon globale et suivie, elle dégagera vraisemblablement des externalités positives pour l'économie dans son ensemble. Afin de garantir que la diversification est plus qu'un ensemble d'efforts à court terme visant à lutter contre la volatilité des prix, il faut adopter une stratégie plus constructive renforçant la compétitivité dans l'ensemble de l'économie. Pour ce faire, le rôle mobilisateur du gouvernement et son engagement à long terme sont essentiels, particulièrement si les bénéfices de la diversification doivent être partagés dans les zones caféicoles.

Il est évident que la diversification est une question complexe qui n'a pas de solutions simples. Pour définir la stratégie de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles, un éventail d'outils peuvent servir aux différents stades du processus.

Il est recommandé de suivre plusieurs étapes pour faciliter la diversification :

- Deux ou trois zones doivent être sélectionnées pour des projets pilotes de diversification commerciale. Ces zones doivent être sélectionnées sur la base de l'engagement des parties prenantes et du type de zone caféicole.
- La formulation de propositions de projets pilotes de diversification peut être facilitée au moyen d'un instrument de préparation de projet du FCPB.
- Le FCPB est prêt à appuyer les projets pilotes convenablement planifiés mais il est également nécessaire de mobiliser le financement nécessaire à de telles initiatives. Les sources de financement peuvent comprendre notamment des

gouvernements, des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, des ONG et le secteur privé, sous la coordination d'un fonds de défi qui pourrait faciliter la collaboration entre les bailleurs de fonds et les autres parties prenantes.

- À l'intérieur de la zone sélectionnée, il faut identifier un chef de file, créer un groupe national et un groupe de zone et recenser les possibilités de diversification durable – l'étude donne des détails sur les outils qui peuvent être employés pour ce faire. Des travaux supplémentaires seront nécessaires aux niveaux régional, national et de la zone de production pour identifier les établissements appropriés chargés dans chacun des cas de piloter le processus de diversification commerciale et d'assurer la participation efficace des parties prenantes pertinentes. Les enjeux de la mise en place d'une capacité appropriée dans des ministères et autres établissements du secteur public de certains pays producteurs aux ressources insuffisantes ne doivent pas être sous-estimés. Il pourra être nécessaire d'envisager des apports extérieurs pour étoffer les capacités du secteur public afin de formuler et de piloter le processus de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles et les projets de diversification en résultant, notamment le développement de cadres appropriés pour intégrer les perspectives et les compétences au sein des services gouvernementaux, de la fonction publique et travailler efficacement avec le secteur privé.
- Les résultats des projets pilotes devront être considérés dans leur contexte, national et régional. Des efforts devront être faits pour intégrer les questions liées à la diversification et aux stratégies au niveau des zones dans les plans gouvernementaux de lutte contre la pauvreté, PER et les plans nationaux. Des observateurs d'autres pays exportateurs de café devraient être invités à participer pour garantir que les enseignements tirés sont partagés entre les pays producteurs au niveau régional.
- Au fur et à mesure de l'élaboration de projets pilotes, il est important de perfectionner la conception du projet de diversification commerciale dans les pays et zones caféicoles dans le cadre d'un processus d'apprentissage permanent.

VOLUME II

MONOGRAPHIES DE PAYS

HONDURAS ET NICARAGUA

Conclusions

La présente monographie montre que de nombreuses initiatives de diversification du secteur du café ont été lancées en Amérique centrale depuis les années 1980. En particulier, la chute des prix internationaux du café la plus récente, entre 1999 et 2004, et les chocs qui en ont résulté aux niveaux micro et macroéconomiques ont relancé le débat et les interventions. Alors qu'au niveau national la crise se traduisait par une baisse des recettes en devises, au niveau des ménages elle s'est traduite notamment, par une baisse des revenus, la perte d'emplois et les conséquences sociales connexes.

Alors que les premières évaluations suggéraient que les ouvriers (souvent sans terre) du secteur du café étaient les plus durement frappés par la crise, des évaluations plus systématiques ont conclu que les petits caféiculteurs indépendants constituaient le groupe le plus touché par la baisse des prix, toutes proportions gardées. S'agissant de la dynamique de la pauvreté, la vaste majorité des ménages d'ouvriers du café sont restés en proie à une pauvreté chronique et n'ont bénéficié que d'une faible mobilité vers le haut.

Des mesures de diversification horizontale et verticale sont prises au Honduras et au Nicaragua. Les mesures de diversification horizontale sont axées sur une diversification des cultures (par exemple productions horticoles destinées au marché intérieur et aux marchés étrangers). Bien que des politiques macroéconomiques facilitant la croissance et un marché flexible de la main-d'œuvre aient pu participer à l'accroissement de l'emploi dans les secteurs de l'économie rurale non agricole, de telles mesures ne bénéficient pas nécessairement aux plus pauvres car ils manquent souvent des moyens nécessaires (par exemple éducation et compétences) pour bénéficier des options de l'économie rurale non agricole qui nécessitent de plus grandes connaissances et des capitaux plus importants.

Les mesures de diversification verticale tentent de capter une plus grande proportion de la chaîne de valeur du café (en élevant le producteur dans la chaîne) et d'améliorer la compétitivité du secteur. En particulier, les bailleurs de fonds comme USAID financent des projets associant des services gouvernementaux, des ONG ou des entreprises du secteur privé, et ciblant des marchés de spécialité (par exemple café gourmet, café du commerce équitable, café cultivé sous ombrage et café biologique). De telles mesures comprennent notamment l'amélioration de la qualité, l'accroissement de la valorisation et des stratégies promotionnelles. Néanmoins et en dépit d'efforts importants, le Honduras et le Nicaragua

doivent encore progresser pour exploiter pleinement leur potentiel sur ces marchés. Cela peut être dû, en partie, à la concurrence des pays voisins qui sont mieux établis sur ces marchés (par exemple, le Guatemala et le Costa Rica).

Des analyses de rentabilité des mesures de diversification sont nécessaires pour calculer le taux de rendement des investissements et de la main d'œuvre par rapport à la production de café traditionnel dans des lieux différents et selon des systèmes agricoles différents.

Un nouveau projet de quatre ans, parrainé par l'OIC et financé par le FCPB avec des contributions de contrepartie des gouvernements du Honduras et du Nicaragua, a été lancé en avril 2006. Le projet a pour objectif de rénover les secteurs du café du Honduras et du Nicaragua, et porte essentiellement sur la construction et la modernisation d'installations de traitement du café dans les deux pays.

Les stratégies permettant de faire face aux chocs nécessitent des méthodes intégrées à plusieurs niveaux visant à :

- Assurer la stabilité et la croissance macroéconomiques ;
- Élargir et renforcer les capacités individuelles de gestion des risques *ex-ante* grâce à des investissements dans la mobilité économique des individus et au développement d'une plus grande assurance et de meilleurs mécanismes de gestion des risques du marché ;
- Mettre au point des filets de sécurité appropriés et ciblés ;
- Renforcer les systèmes de données, d'information et de suivi.

En avertissement final nous rappellerons la déclaration de Wyeth (1989) selon lequel l'intérêt des caféiculteurs pour la diversification est inversement proportionnel aux revenus générés par le café. Certains caféiculteurs qui se seraient diversifiés il y a deux ou trois ans lorsque les prix internationaux étaient à un niveau plancher seraient peut-être moins tentés maintenant que les prix se sont repris. De même, l'intérêt des gouvernements faiblit alors que les recettes du café augmentent. Cette constatation renforce nos principales conclusions, à savoir que la diversification nécessite un engagement à long terme de la part de toutes les parties prenantes de la chaîne.

INDE

Conclusions

Comme il a déjà été mentionné par ailleurs, les zones caféicoles ne peuvent pas être adaptées de façon rentable à d'autres activités agricoles en raison des conditions financières dans ces zones. Les plantations de café sont essentielles à la survie de l'écosystème sensible des Ghats occidentales, reconnu comme l'un des hauts lieux de la biodiversité dans le monde. Le café est parfaitement adapté et bien établi comme importante culture de boisement dans les Ghats orientales qui souffrent des pratiques de "culture itinérante" des tribus locales. Les conditions de culture sous ombrage des plantations de café offrent de bonnes possibilités de diversification au profit de nombreuses cultures intercalaires. La seule activité hors café qui pourrait être encouragée est l'écotourisme. Par conséquent, la diversification devrait se faire "dans le cadre" des plantations de café plutôt qu'en "dehors".

S'agissant de la diversification verticale, il existe des possibilités d'accroître les recettes au moyen de la valorisation.

L'analyse FFPM (forces, faiblesses, possibilités, menaces) présentée ci-après illustre les perspectives de la diversification dans les plantations de café en Inde.

Forces

1. Conditions idéales pour de nombreuses cultures de plantations dans les exploitations de café.
2. Nombreuses zones et variétés agroclimatiques convenant à la production de cafés de spécialité de qualité.

Faiblesses

1. Un pourcentage élevé d'exploitations marginales, de petite taille et tribales vulnérables face aux fluctuations des prix du café et des cultures intercalaires.
2. Mauvaises conditions économiques des exploitations marginales, de petite taille et tribales pour investir dans l'amélioration de la qualité.
3. Échec des petits caféiculteurs à constituer des coopératives/groupes qui les aideraient à produire "des quantités de café de qualité", à négocier des prix pour leurs produits et à s'élever dans la chaîne de valeur.

Possibilités

1. Vaste base de consommateurs dotés d'un bon pouvoir d'achat pour promouvoir la consommation du café dans le pays. Cela permet aux caféiculteurs de pénétrer la chaîne de valeur par le haut.

2. Bonnes possibilités de promotion de l'écotourisme, du tourisme de loisir et d'aventure dans les collines caféicoles et d'amélioration des conditions économiques générales des zones caféicoles.

Menaces

1. L'émergence de nouvelles origines caractérisées par une grande efficacité et de faibles coûts de production a eu une grande incidence sur les prix du café et d'autres cultures intercalaires des plantations de café comme le poivre, la cardamome, la vanille etc. À l'heure actuelle, les prix du café, culture principale, et des cultures intercalaires demeurent intéressants ce qui permet aux caféiculteurs de vivre décemment et d'entretenir leurs plantations. Si les prix du café et des cultures intercalaires tombaient à des niveaux non rentables, les caféiculteurs pourraient abandonner leurs plantations, ce qui aurait une incidence négative sur l'environnement.
2. Outre les fluctuations de prix, le rapide changement des conditions climatiques, notamment les sécheresses à répétition, entraîne une baisse des récoltes et la multiplication des ravageurs et des maladies. En raison de la pauvreté de leurs conditions économiques, les caféiculteurs ne peuvent pas lutter contre les ravageurs et les maladies sans l'intervention du gouvernement.

Par conséquent, bien que les conditions soient favorables et que de nombreuses possibilités existent en matière de diversification verticale et horizontale de l'industrie du café indienne, très peu de caféiculteurs disposent des ressources économiques, de la stabilité et de la connaissance des marchés pour réussir dans l'exportation de cafés de spécialité de qualité et/ou s'élever dans la chaîne de valeur. La vaste majorité des exploitations marginales, de petite taille et tribales ne sont pas en mesure de bénéficier de ces possibilités.

L'une des grandes faiblesses des exploitations marginales et de petite taille est leur incapacité à constituer des groupes/coopératives. Des efforts devraient être faits pour encourager une approche communautaire afin de créer des infrastructures d'amélioration de la qualité, d'entreposage du produit et de valorisation. Les subventions destinées aux infrastructures de traitement/entreposage sont communes à toutes les catégories de caféiculteurs et sont en outre peu intéressantes. Il devrait exister un barème de soutien différent pour encourager les petits exploitants à améliorer la qualité. Des efforts visant à faciliter la certification des exploitations marginale, tribales et de petite taille dans le cadre du label "Commerce équitable" et à créer des liaisons de marchés pour ces cafés seraient payants à long terme. Une autre initiative pourrait être lancée pour recenser des activités connexes et des cultures intercalaires économiquement viables (production et transformation du lait, apiculture etc.) appropriées pour les exploitations marginales et de petite taille.

MALAWI

Conclusions

Forces

Dans les zones caféicoles, le pays bénéficie d'excellents atouts physiques comme un bon climat, des sols fertiles et d'innombrables cours d'eau qui facilitent la production. Le potentiel d'irrigation est important. Le pays dispose d'un système bien établi de vulgarisation sur le terrain, complété par la recherche du secteur public. Il compte des groupes d'exploitants bien établis comme des associations commerciales diverses. En outre, le coût de la main-d'œuvre y est bon marché. Il existe de nombreux établissements de crédit/prêt pour toutes les formes d'activités, la production à petite échelle, les plantations à grande échelle et la commercialisation. L'apparition de marchés de rue aide les négociants à se procurer des quantités suffisantes de produit auprès d'une seule source. Il existe de bons établissements de formation en matière de production agricole. La demande de nombreuses récoltes, y compris de cultures d'exportation comme la noix de macadamia et la noix de cajou, est déjà connue. Le café du Malawi est vendu comme café de spécialité de qualité ou café d'origine unique. L'industrie du café du Malawi est de petite taille et peut facilement s'organiser. Les exploitants sont également familiarisés avec de nombreuses autres cultures que le café.

Faiblesses

Les coûts du transport sont élevés en raison de la faiblesse du réseau routier dans les zones caféicoles et, en outre, le Malawi est un pays sans littoral. Le coût des intrants comme les engrais et les produits chimiques est élevé pour de nombreux petits exploitants. Les connaissances en matière de commercialisation et les systèmes de commercialisation sont embryonnaires, les producteurs étant tributaires des négociants pour acheter leur produit dans les zones de production et étant exploités par eux. Le soutien du gouvernement en matière de développement d'industries spécifiques est faible et concentré sur les exploitants pauvres en ressources, sans programme de développement. Le coût du crédit est encore très élevé et insupportable pour la plupart des petits exploitants. Les salaires sont bas et le pays souffre d'une émigration des élites qui entrave les efforts de formation. D'une manière générale, il existe peu de ressources et de capacités pour les bons projets novateurs. Le taux d'informatisation est très faible en raison de son coût élevé et de la faible perception de son utilité.

Possibilités

Le Malawi se cantonne à ses cultures traditionnelles du tabac, du thé, du coton, du sucre et du café et souffre d'une forte concurrence sur le marché mondial ; toutefois, des possibilités sont inexploitées. D'une manière générale, la commercialisation n'est pas très développée et

pourrait, si elle était améliorée, accroître les revenus des producteurs. La demande locale est si élevée que le pays est importateur net de la plupart des produits agricoles, notamment le blé, les fruits, les pommes de terre, le lait et les volailles. Le Malawi est un petit producteur de café et le marché mondial absorbe facilement sa production de café de qualité. Les nombreux petits torréfacteurs du marché du café de spécialité seraient intéressés par les volumes réduits de café d'origine unique du Malawi. Le nombre de sociétés qui investissent dans les intrants agricoles et dans la chaîne de production-consommation agricole augmente rapidement. La présence d'uranium et d'importants gisements de charbon est une possibilité hors agriculture.

Menaces

Le Malawi est régulièrement touché par la sécheresse. Les ravageurs et les maladies constituent une menace pour son agriculture tropicale car le Malawi a des capacités de développement limitées. Les fluctuations incontrôlables des prix sont une menace car le Malawi, petit pays producteur, est preneur de prix sur le marché international.

TANZANIE

Conclusions

Comme la présente monographie sur la Tanzanie le montre, un large éventail de facteurs peuvent affecter les activités de diversification concernant les investissements, la production et l'emploi. Ces facteurs comprennent pratiquement tous les aspects du développement, qu'il s'agisse du développement du secteur financier, de l'éducation et de la santé, d'autres questions infrastructurelles, de l'environnement réglementaire, de la fiscalité, de la gouvernance, de l'environnement des investissements étrangers directs, etc. Ces facteurs, associés aux nombreuses contraintes des petits caféiculteurs, nécessitent une approche solidaire et holistique de la diversification. Il faut des infrastructures, un financement, des intrants, des politiques économiques, des transports, une formation, des compétences gestionnaires et commerciales appropriés et disposer impérativement d'un environnement favorable et bienveillant. Par exemple, le manque de liquidités est un très grave problème pour de nombreux petits caféiculteurs et la mise en place d'établissements de crédit et d'épargne mieux organisés et plus compétitifs aiderait à réduire cette contrainte mais ces établissements sont souvent confrontés à plusieurs contraintes pour accorder des crédits (par exemple, les conditions climatiques, les maladies et la volatilité des prix), qui augmentent les risques de non-remboursement.

Cette analyse permet de tirer les conclusions ci-après :

- La reconnaissance de l'interdépendance de ces contraintes financières et de commercialisation et des options politiques pour les surmonter se traduit de plus en plus souvent par une approche holistique de la diversification et des stratégies de développement visant à soulager la pauvreté de millions de petits exploitants. Néanmoins, il est également nécessaire de définir des priorités quant aux participations et aux soutiens des initiatives de diversification.
- Le secteur privé et les initiatives pilotées par des organisations de producteurs/exploitants ont un rôle à jouer pour atteindre les objectifs de la diversification. Le renforcement des capacités institutionnelles est très important.
- Pour de nombreux petits caféiculteurs, il est souvent difficile de bénéficier des initiatives de diversification et ce pour des raisons diverses : manque d'avoirs (terres, financement, éducation etc.) et situation géographique inappropriée.
- Les initiatives pilotées par le secteur privé dans un environnement favorable assuré essentiellement par le gouvernement, sont indispensables à la réussite de la diversification.
- Des informations suffisantes et une analyse appropriée sont nécessaires pour comprendre le marché pénétré, qu'il soit local, régional ou international. Une

évaluation rigoureuse des options et de leur compétitivité est nécessaire. Des possibilités viables doivent être recensées non seulement dans le secteur agricole mais aussi dans l'économie rurale non agricole.

- Sur les marchés internationaux et, dans une moindre mesure, sur les marchés régionaux et locaux, les normes de qualité deviennent plus rigoureuses et des compétences techniques plus poussées sont nécessaires.
- Les possibilités sont limitées pour certains produits de créneaux – particulièrement les cafés de spécialité, les cafés biologiques et les produits du commerce équitable – et tous les caféiculteurs ne sont pas en mesure de saisir ces possibilités.
- La diversification au profit d'autres cultures et activités n'est pas la panacée pour les petits exploitants et peut comporter des risques. Il faut être conscient de ces risques et s'efforcer de les réduire au minimum. Par conséquent, avant d'encourager les caféiculteurs à se diversifier dans d'autres cultures et activités, il est important de mettre à leur disposition le plus d'information détaillée possible sur des aspects comme la taille des marchés, les prix, les demandes en matière de qualité, les obstacles tarifaires et non tarifaires et les risques probables.
- Il est essentiel de fournir aux petits exploitants un soutien et une formation à ces activités.
- Il est important que les parties prenantes clés – exploitants, secteur public et privé, ONG et bailleurs de fonds – participent à la prise de décision et à la mise en œuvre.
- Pour la réussite des initiatives de diversification, un soutien approprié – particulièrement financier et technique – est essentiel, de même que la présence d'un chef de file.
- Le développement de l'économie rurale non agricole peut offrir de nombreuses options de diversification. Néanmoins, la définition de priorités pour les initiatives et le soutien à apporter est un sujet remarquablement vaste et un enjeu considérable pour les décideurs.
- Les méthodes verticale et horizontale ne sont pas incompatibles dans la mesure où les caféiculteurs peuvent suivre une stratégie diversifiée associant un accroissement de la compétitivité de leur café et l'introduction d'autres activités.

OUGANDA

Conclusions

L'Ouganda bénéficie de sols naturellement fertiles et d'un bon climat (deux saisons des pluies) qui permettent d'obtenir deux récoltes dans la plupart des zones de production. La disponibilité des terres devenant une contrainte de plus en plus lourde en raison de la croissance rapide de la population, le système agricole morcelé permet de perpétuer l'association de cultures commerciales et de cultures vivrières sur des ressources foncières limitées sans compromettre la sécurité alimentaire des exploitants. Cette constatation est confirmée par une répartition équitable du PIB dans le secteur agricole (bien qu'en baisse) comme l'illustre le tableau 6.1 ci-après :

Tableau 6.1 : Contribution des divers secteurs au PIB de l'Ouganda

Exercice	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04
Agriculture	40,9%	40,7%	39,7%	38,7%	38,5%
Industrie	18,6%	18,7%	19,0%	19,5%	19,4%
Services	40,5%	40,6%	41,2%	41,8%	42,0%

Source : MAAIF, Résumé statistique 2004

La production de café est essentiellement assurée par des petits exploitants qui utilisent peu d'intrants et ont un faible rendement. Toutefois, les rendements sont améliorés grâce à l'emploi de variétés clonées à haut rendement et résistantes aux maladies qui peuvent produire 4 tonnes de café de qualité marchande moyenne par hectare par saison, avec de bonnes pratiques de gestion. Le fait qu'aucun engrais artificiel ou produit chimique ne soit employé dans les systèmes de production de café (particulièrement pour le Robusta) est une occasion unique d'affirmer la présence des Robustas d'Ouganda sur les marchés mondiaux du café biologique.

La libéralisation du sous-secteur du café et du système de commercialisation des produits de base en général a dynamisé les exploitants car leurs produits de base sont vendus "*au comptant*", contrairement aux systèmes en vigueur avant la libéralisation où ils devaient patienter longtemps avant de percevoir le prix du produit livré aux offices gouvernementaux de commercialisation. Les caféiculteurs perçoivent actuellement une proportion plus élevée du prix du marché international des produits de base – en moyenne de 70 à 80%. Cela a stimulé la production dans une certaine mesure, car les caféiculteurs sont assurés de percevoir un bon prix à la livraison du produit.

Depuis plus de cinquante ans le café, principale culture commerciale, fait vivre les paysans et l'économie nationale ; les exploitants s'y tiennent et en dépit des nombreuses contraintes de ce sous-secteur, la demande de matériel végétal est toujours forte, entretenant ainsi l'espoir pour le bien-être de la population et la puissance de l'économie nationale. À noter une baisse

décevante du taux de croissance de la production des cultures commerciales (4,6% en 2002/03 à 1,8% en 2003/04) due à une chute du rendement du café estimée à 8,65%, en raison de l'apparition de la trachéomycose. Le café représente environ 60% de la production des cultures commerciales.

Les principales faiblesses du sous-secteur du café sont dues au fait qu'on a initialement supposé que la libéralisation suffirait pour faire progresser le secteur. De nombreux avantages de la libéralisation, particulièrement en ce qui concerne l'amélioration des prix et le paiement au comptant des producteurs, sont louables mais les inconvénients, particulièrement en ce qui concerne la détérioration de la qualité et les contraintes en matière d'accès au crédit à la production et au financement du commerce sont des faiblesses qui doivent être résolues de façon appropriée.

L'apparition de la trachéomycose qui a entraîné la disparition d'environ 50% de la population de Robusta menace la survie de l'industrie du café dans son ensemble. La baisse des volumes d'exportation au cours de ces dernières années confirme les effets de la trachéomycose, en dépit du fait que de plus en plus de caféiers nouvellement plantés entrent en production tous les deux ans.

Le secteur des exportations de l'Ouganda est dominé par les produits non transformés sujets à des fluctuations de prix et aux problèmes climatiques. La part des exportations non traditionnelles augmente régulièrement et a atteint 61,7% en 2001. Ce fait prouve que les recettes d'exportation et les revenus des exploitants pourraient encore être améliorés au moyen de stratégies de commercialisation, d'une diversification commerciale et d'une valorisation des produits. Les initiatives de diversification peuvent favoriser les paysans pauvres en leur garantissant une pleine participation à la conception et à la mise en œuvre mais, plus important, en veillant à ce que ces initiatives soient axées sur le marché, c'est-à-dire que les efforts du producteur soient récompensés par un marché meilleur et des revenus améliorés.

Eu égard à l'accroissement de la population et de la concurrence pour les terres, il est plus probable que, au cours des prochaines années, l'exploitation ougandaise restera de petite taille et pour changer de façon significative et durable les moyens de subsistance des exploitants il est nécessaire d'élaborer et de mettre en œuvre des améliorations effectives de la productivité et des programmes de diversification axés sur le marché. Le gouvernement, le secteur privé et les producteurs doivent être des partenaires égaux pour que ces programmes réussissent.

ZIMBABWE

Conclusions et recommandations

La diversification horizontale dans le secteur du café repose sur l'initiative individuelle. Un climat favorable, des bonnes conditions du sol, des synergies entre les entreprises et les programmes gouvernementaux de soutien à la réforme agraire ont catalysé le processus de diversification. Les facteurs qui ont une incidence sur la diversification horizontale comprennent notamment la viabilité, l'intensité de culture, la mobilité des facteurs de production ou la compatibilité des entreprises, l'accès aux marchés et les politiques comme les contrôles des changes. En outre, les coûts de production sont un facteur essentiel dans le choix des options de diversification dans le secteur à petite échelle.

Le potentiel de diversification verticale au profit du café torréfié est excellent bien que les efforts dans ce sens n'aient pas rencontré beaucoup de succès. Les chaînes de commercialisation de la diversification horizontale sont courtes, tant pour le secteur à petite échelle que pour le secteur à grande échelle. Elles se caractérisent par un nombre limité d'acheteurs. Les petits caféiculteurs ne sont pas organisés alors que les grands planteurs sont organisés en associations qui les représentent.

Nous considérons les facteurs qui peuvent faciliter ou entraver la diversification des caféiculteurs en étudiant les forces, les faiblesses, les possibilités et les menaces. Ces facteurs nous amènent à des conclusions logiques sur une stratégie de diversification au Zimbabwe où des initiatives de diversification spécifiques par des forces extérieures n'ont pas été tentées.

Forces

À l'heure actuelle, l'élan vers la diversification pourrait être donné par certains facteurs inhérents au secteur du café. La disponibilité de matières premières de qualité pour transformation en produits du café demeure l'un des atouts pour une diversification verticale.

Le déclin actuel de la production de café est temporaire et la lutte contre les maladies du café facilitera l'interruption des cycles d'apparition des ravageurs et des maladies et se traduira par une baisse des coûts de cette lutte telle que lorsque la production augmentera de nouveau, la base d'approvisionnement de café sera plus durable.

Des efforts considérables ont été engagés pour diffuser des connaissances et des compétences auprès des exploitants en matière de gestion, transformation et commercialisation du café. Les installations et les ressources humaines destinées à la formation des exploitants sont également en place.

L'existence de bons systèmes d'irrigation, de transport et d'infrastructures de communications est un atout important. La mobilité élevée des autres facteurs de production du café est un atout supplémentaire. Ces éléments permettent de produire et de commercialiser efficacement des produits agricoles.

L'existence d'un appui financier joue un rôle essentiel dans le désengagement des caféiculteurs, particulièrement dans les zones de recasement. Un bon système de recherche, de formation et de vulgarisation agricoles complète l'appui financier.

La diversification est influencée par le niveau d'innovation d'un système. Les exploitants locaux sont très novateurs, ce qui est un avantage en l'occurrence.

Faiblesses

Les options de diversification des moyens de subsistance évoquées dans le cadre du secteur caféier à grande échelle exigent beaucoup de capitaux. Les coûts initiaux élevés limitent le nombre de participants pouvant s'engager dans de tels projets en raison de l'absence de capitaux.

La plupart des produits de base produits dans le cadre d'initiatives de diversification individuelles sont vendus sur des marchés à créneaux. Les exploitants qui souhaitent se diversifier au profit de ces produits de base manquent d'information et de connaissances sur ces marchés.

En raison de leur mauvaise organisation, les exploitants n'ont pas le pouvoir de négocier les prix. Par conséquent, les prix qu'ils obtiennent pour leurs produits sont très faibles. Une concurrence féroce, de mauvais réseaux routiers, de mauvaises communications et des produits de faible qualité viennent exacerber le problème.

Actuellement, l'industrie du café ne produit pas des volumes suffisants de café pour en bénéficier du point de vue économique. Des économies d'échelle ne peuvent donc pas être faites, ce qui compromet la compétitivité.

Les capacités de recherche, de vulgarisation et de formation existent mais ne sont pas suffisantes. Le financement est également une contrainte.

Possibilités

Le potentiel élevé pour une agriculture intensive dans les districts de Chipinge, Chimanimani, Mutare et Mutasa offre de nombreuses possibilités de diversification horizontale : sylviculture, horticulture et élevage de bétail. Le secteur laitier à grande échelle a été identifié comme l'activité économique optimale pour cette province.

L'existence d'activités non agricoles rémunératrices comme le commerce parallèle et l'orpailage facilite la diversification des caféiculteurs. L'existence d'institutions puissantes comme le *Zimbabwe Investment Centre*, les *Export Processing Zones* et les *Zimbabwe Farmers Unions* favorise largement ce processus.

Le programme rapide de réforme foncière a accéléré la diversification des caféiculteurs au profit du maïs, du blé, du tabac, du bétail et du soja au fur et à mesure que les paysans recasés ont abandonné la production du café pour ces activités.

L'initiative gouvernementale de promotion de la valorisation des produits locaux est la bienvenue. À cet égard, l'Afrique du Sud est un marché potentiel pour les cafés du Zimbabwe.

Les marchés interdépendants des intrants et de certains produits de base comme le thé offrent des possibilités de financement d'intrants pour d'autres produits de base dans le cadre du processus de diversification. Ce processus facilite et accélère la diversification.

Des activités non agricoles lucratives comme le commerce transfrontalier, l'exploitation minière et l'artisanat, qui existent dans les zones caféicoles, offrent des possibilités de diversification. La fourniture d'un soutien financier du gouvernement pour investir dans ces zones est un avantage complémentaire.

L'appui fourni par des bailleurs de fonds et par des entreprises privées, notamment pour le développement de l'irrigation et les plantations satellites, catalyse la diversification au profit d'autres cultures.

Menaces

Les contraintes inhérentes aux terres arables et aux terrains accidentés sont des entraves à l'exploitation du potentiel de la diversification.

L'actuelle instabilité macroéconomique du pays est une menace grave pour la diversification et les activités en général. L'hyperinflation et des taux d'intérêt très élevés découragent les investissements. La pénurie énergétique, le manque de devises, de pièces de rechange et de matériel viennent compliquer le problème.

Des prix nominaux stables et des prix réels négatifs des produits de base agricoles menacent la diversification au profit d'autres activités agricoles.

La crise économique du pays augmente les risques du pays et rend plus difficiles et plus coûteux les emprunts auprès de fonds de placement étrangers.

Les marques de café locales ont à affronter la concurrence de marques étrangères de qualité, tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs. La réduction des approvisionnements en matières premières est une grande menace pour la diversification verticale et peut être à l'origine de pertes de parts de marché, compromettant ainsi les progrès faits dans la diversification verticale. Certaines des entreprises qui s'étaient engagées dans la transformation du café, particulièrement dans les *Export Processing Zones*, ont fermé.

Le manque d'engagement du gouvernement pour appliquer les recommandations des établissements commerciaux sur des mesures visant à mettre en place un environnement politique sain, peut menacer la diversification.

Les emprunts coûtent très cher (les taux d'intérêt sont supérieurs à 400%) ce qui limite l'accès au crédit. L'absence d'un financement abordable peut entraver la diversification, particulièrement celle au profit d'autres produits de base agricoles.

Stratégies pour améliorer les moyens de subsistance dans les zones caféicoles

Options à encourager

Encourager la production laitière dans le secteur à grande échelle, particulièrement au Manicaland, Harare et Mashonaland occidental et l'élevage de bétail dans les autres zones (petite échelle et grande échelle).

Études de faisabilité sur la production et la commercialisation

Concentrer les efforts sur le Manicaland, eu égard aux contraintes inhérentes à ses terres arables et à son potentiel d'intensification agricole dans les zones caféicoles, en évaluant la viabilité de chaque option de diversification possible ou de leur association ; étude de marché sur ces options.

Afin de faciliter la diversification des autres caféiculteurs au profit d'autres activités comme le tourisme, l'exploitation minière, les transports et le terrassement, une analyse détaillée de la viabilité de ces options, des mécanismes de financement et des risques devrait être faite.

Étude de marché

Le marché du café en Afrique du Sud : faire une étude de marché pour recenser les goûts et les préférences de ce marché, les volumes qu'il peut absorber, la culture commerciale du pays, la structure du marché du café, la réglementation sur les investissements, etc.

Études pour identifier les marchés à créneaux et développer les marchés de cultures lucratives comme les noix de macadamia.

Intensification de l'agriculture

Investissements dans des barrages et réseaux d'irrigation sous l'impulsion du gouvernement et en partenariat avec des ONG et le secteur privé.

Exploitation minière

Le gouvernement devrait mettre en place des politiques délibérées d'autonomisation donnant la priorité à la délivrance de concessions minières aux communautés qui résident dans les zones riches en minerais de façon que les caféiculteurs de ces zones puissent en bénéficier. En outre, des ressources financières supplémentaires, notamment des devises étrangères, devraient être mises à la disposition des petits exploitants miniers pour leur permettre d'acheter le matériel nécessaire. Les mines fermées situées dans les zones caféicoles devraient être rouvertes afin d'augmenter les possibilités d'emploi.

La terre

Dans le cadre du programme rapide de recasement, le gouvernement devrait attribuer des terres à des caféiculteurs afin de leur permettre d'élargir leur base de production par la diversification.

Mécanismes pour faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés à créneaux

Les plantations satellites dans les exploitations de thé, noix de macadamia, bananes, etc. devraient être encouragées de façon à exploiter pleinement les synergies découlant de l'interdépendance entre les marchés des cultures commerciales et les marchés des intrants, assurant ainsi le financement de la diversification par une internalisation de cette fonction.

Environnement commercial

Les organisations d'exploitants et les établissements commerciaux devraient mobiliser les pouvoirs publics pour qu'ils mettent en place un environnement commercial solide favorisant une économie diversifiée qui faciliterait une diversification verticale et horizontale dans le secteur du café. En outre, le gouvernement devrait réformer le *Zimbabwe Investment Centre* et la *Export Processing Zones Authority* pour leur rendre l'efficacité qu'ils avaient avant l'introduction du programme rapide de réforme foncière.

Le secteur commercial et le secteur du café devrait mobiliser les pouvoirs publics pour obtenir un appui financier à la production du café dans le cadre d'instruments à faible taux d'intérêt comme le *Productive and Export Sector Facility*, de façon à augmenter les volumes économiques à valoriser.

Politique macroéconomique

Le gouvernement devrait rétablir des prix réels positifs pour les produits de base agricoles en encourageant une politique économique saine.

Le gouvernement devrait adopter la recommandation de la Commission Utete pour honorer les accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements dans l'objectif de rétablir certains des progrès faits dans la diversification verticale et horizontale dans le secteur du café.

Recherche et formation

Les établissements de recherche devraient être encouragés à engager plus d'efforts dans le développement de techniques d'intensification de la production agricole de façon à accroître le potentiel de diversification dans le secteur du café. Le gouvernement devrait être approché pour qu'il donne des moyens financiers et matériels aux établissements de recherche, de vulgarisation et de formation.

La formation joue un rôle essentiel pour aider les paysans pauvres à se doter des compétences et des connaissances nécessaires qui leur permettront de saisir les possibilités économiques et de se diversifier.